

L'ESPOIR

HAUTE-VIENNE

Dispensé de timbrage Limoges C.T.C.



Mensuel - N° 269 - Avril 2006 - Fédération Socialiste de la Haute-Vienne - 9, Boulevard de la Cité - 87000 LIMOGES
e-mail : ps87@wanadoo.fr Téléphone 05 55 34 49 86 Télécopie 05 55 32 16 51

■ Le mot du Premier secrétaire

Cela a l'air d'étonner certains de nos compatriotes -de gauche pour beaucoup d'entre eux- que le Président de la République, son gouvernement et sa majorité tentent de mettre en œuvre ce pour quoi ils ont été candidats et élus.

La reprise ou non d'une politique de droite conforme aux vœux du patronat et des tenants de l'ultra-libéralisme économique était le seul enjeu de la présidentielle de 2002. Il n'y avait qu'une alternative : la politique proposée par Lionel Jospin, car seuls lui et Chirac pouvaient prétendre au succès final.

Personne de politiquement censé ne pouvait penser que les autres postulants de gauche avaient quelques chances que ce soient d'être élu et donc de mettre en œuvre leurs programmes, d'autant plus séduisants qu'ils n'avaient aucune chance d'être appliqués, ce que chacun savait pertinemment !

La dispersion des voix au premier tour a naturellement assuré au Président une élection sans problème et, dans la foulée, celle d'une majorité confortable à l'Assemblée nationale.

La casse sociale pouvait reprendre et s'amplifier !

Peut-être les électeurs de gauche trouveront-ils là matière à réflexion pour l'avenir...

* * *

Le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) -imposé par ordonnance- puis le Contrat Première Embauche (CPE) -adopté, puis en débat, puis "remplacé..." - étaient les premiers pas vers la casse totale du code du travail.

La réaction massive et responsable des jeunes, des moins jeunes, de l'ensemble des travailleurs a carbonisé le projet en même temps que leurs initiateurs, Villepin et son Président.

Celui-ci a raté son difficile numéro d'équilibriste et refilé maintenant la patate chaude à Sarkozy pour, dans le meilleur des cas, sauver politiquement ce qui peut être sauvé des décombres et peut-être aussi afin de mettre le beau Nicolas dans le bain et hypothéquer ainsi ses chances pour 2007...

* * *

Les responsables de l'actuelle majorité, la droite dure, le patronat -relativement discret lui...- espèrent que l'approche des vacances scolaires ralentira les mouvements de masse. Ils espèrent aussi, et manœuvrent pour cela, que la violence, les voitures qui brûlent, le saccage des biens publics et privés, œuvre de quelques voyous et d'irresponsables, feront peur au bon peuple et le rangeront du côté de l'Ordre.

Chirac et ses amis se souviennent des événements de mai 1968 qui se terminèrent, chacun s'en souvient, par une victoire massive des partis de droite aux législatives qui suivirent. Mais n'est pas de Gaulle qui veut et son uniforme, déjà trop grand pour l'actuel Président, rendrait ridicule Sarközy de Nagy-Bocsa si d'aventure il l'enfilait !

J.P.D.

«Patriote économique» à mi-temps !

Au moment où DE VILLEPIN appelle au patriotisme économique, à la suite de l'O.P.A. de MITTAL sur ARCELOR et des intentions conquérantes de l'italien ENEL sur Gaz de France, il vaudrait mieux se pincer...

Pourquoi en effet l'Etat a-t-il vendu au quatrième trimestre 2005 ses concessions autoroutières ?

Pourquoi a-t-il ouvert le capital de G.D.F. en juin 2005 et celui d'E.D.F. en novembre 2005 ? Pourquoi a-t-il vendu les chantiers de l'Atlantique au norvégien AKER ?

Sans doute pour mettre en œuvre le mot d'ordre de CHIRAC délivré lors de la présentation de ses vœux : «retrouver le sens moderne du mot patriotisme économique et faire de la mondialisation un atout pour notre croissance et nos emplois» !

En fait les étrangers sont plus malins, tout en nous jouant le grand air du libéralisme et de la libre concurrence, il leur arrive de faire strictement le contraire. Ainsi récemment les Américains ont refusé la vente d'UNOCAL (leur 7^e compagnie pétrolière) au chinois CNOOC et ils ont bloqué la vente de leurs terminaux pétroliers à une compagnie des émirats.

Quant aux allemands, ils ont dans leur législation un droit de veto dont dispose l'Etat fédéral pour bloquer tout achat par un investisseur étranger de 25 % ou plus, d'une entreprise stratégique.

Quant aux Chinois ils ont interdit en août 2005 à ARCELOR de prendre le contrôle d'une de leur entreprise sidérurgique LAIWU au motif que cela pouvait mettre en péril la sécurité nationale...

Alain RODET

www.ps87.com

VITE DIT...

■ Sarközy de Nagy-Bocsa, qui, il y a peu, portait aux nues le CPE, devant le rejet massif de l'enfant de son ami-ennemi Villepin, fait mine maintenant de trouver la chose peu ragoûtante ...

Courageux, mais pas téméraire, le candidat à tout !

■ Visionnaires...

L'an dernier, lors des premières semaines du Gouvernement VILLEPIN, quelques gazetiers (aussi enthousiastes qu'imprudents), s'étaient risqués à écrire que «l'homme nouveau» qui dirigeait désormais le Gouvernement allait surprendre son monde en «décollant à la verticale» dans les sondages et en «mordant» sur l'électorat de gauche.

Il n'y a pas à dire, la presse française conserve dans ses rangs des visionnaires inspirés...

■ Certains «camarades» (socialistes...) - rarissimes il est vrai- restreignent leur action «militante» à la fréquentation de cercles où l'on ne fait que « bouffer du PS », et là, ils hurlent bien évidemment avec les loups, et même plus fort que les loups...

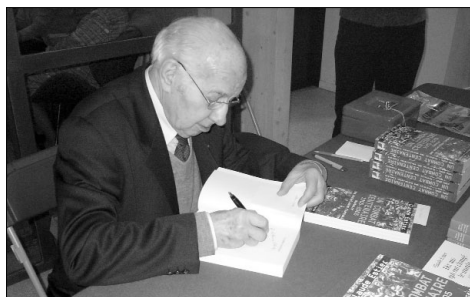
«Camarades», vous ne savez peut-être pas que tout ce qui est excessif est tout bonnement dérisoire, et surtout que vos «nouveaux» amis ne vous estimeront pas plus pour cela ; au contraire, ils vous en mépriseraient encore davantage!

■ En d'autres temps...

L'Etat impécunieux ne peut plus tenir ses engagements contractuels et budgétaires. La liste des catégories ou des professions attendant en vain le versement de subventions promises s'allonge chaque jour. Les jeunes agriculteurs n'échappent plus à cette «défausse» généralisée. En d'autres temps, sous un gouvernement de gauche par exemple, on en aurait sans doute entendu parler bruyamment devant les domiciles et les permanences des élus socialistes...

Réunions publiques

■ Claude ESTIER : “Refondation du PS à Epinay”



Mercredi 8 mars, une centaine de camarades étaient venus écouter l'exposé de notre ami Claude Estier. Celui-ci devait nous rappeler la refondation du Parti Socialiste à Epinay. Durant son propos, il a balayé l'histoire du mouvement socialiste au cours du siècle passé, mettant en évidence les hauts et les bas de notre courant en relation avec l'histoire sociale de notre pays. Il a bien mis en évidence le rôle des socialistes au cours de ce siècle et le poids qu'ils repré-

sentent dans la société française depuis Epinay grâce à François Mitterrand. Une meilleure connaissance de nos succès et de nos erreurs passés doit nous permettre d'aller de l'avant, l'assistance par l'attention portée tout au long de la soirée l'a bien compris !

Pour ceux qui le souhaiteraient, ils peuvent revenir sur cette partie de notre Histoire en lisant l'excellent ouvrage de Claude Estier qui est d'un abord facile. **W.C.**

■ René TEULADE : “Un nouveau regard sur le vieillissement pour mieux vivre ensemble”

René Teulade, ancien Ministre des Affaires Sociales et de l'Intégration, Président du Comité Economique Social et Culturel du PS, animait une réunion publique le 16 mars dernier salle Blanqui à Limoges.

Après avoir rappelé quelques éléments statistiques sur la part de plus en plus importante que prennent les générations à la retraite, il a pu devant de nombreux camarades sympathisants et acteurs du secteur développer des concepts innovants sur la gestion du vieillissement de la population.

Sans éluder les interrogations liées au financement de la retraite, il a de nouveau évoqué la nécessité pour les socialistes de lancer la réflexion sur la détermination de l'âge de départ à la retraite. Hors de question pour nous de remettre en cause le droit de pouvoir cesser son activité professionnelle à 60 ans. Cependant, selon le contexte propre à chacun, à son parcours professionnel, à son âge d'entrée dans le monde du travail, à la nature des emplois exercés, il pourrait être possible, selon sa propre volonté, de demander à faire valoir ses droits à la retraite au-delà de 60 ans. Une telle pratique ne pourrait bien évidemment être adoptée qu'après concertation et négociation avec l'ensemble des syndicats.

René Teulade s'est ensuite penché longuement sur la richesse du tissu associatif et l'engagement notamment des retraités en ce domaine. Il nous a fait part alors des réflexions du CESC sur la valorisation de tout ou partie des périodes



des consacrées à l'engagement associatif dans le calcul des trimestres ouvrant droit à la retraite.

Enfin, il s'est félicité de la grande réforme de l'APA, malheureusement écornée par le gouvernement actuel, qui a permis de solvabiliser le désir légitime des personnes dépendantes de vouloir rester à leur domicile. Ce dernier point est d'ailleurs très important dans notre région eu égard à la pyramide des âges. Il est surtout, peut-être paradoxalement, porteur d'avenir car vecteur d'emplois pour les générations actives.

Stéphane DESTRUHAUT,
Secrétaire fédéral à la Santé.

Femmes, femmes, femmes...

Les femmes à l'honneur au PS lors de réunions successives :

- le 21 février dernier, la Commission fédérale «Femmes» s'est réunie. A cette occasion, la commission a notamment rappelé l'exemplarité de la Fédération Socialiste de la Haute-Vienne, qui, respectant les préconisations du Congrès du Mans, a décidé lors du Conseil fédéral du 16 février de réserver l'une des circonscriptions, la première, à une candidate. Ainsi, la Fédération applique la parité parfaite pour les prochaines élections législatives.

- le 4 mars, la Commission nationale «Femmes» s'est réunie à Paris pour un colloque dont le thème était : «La place du féminisme dans le projet socialiste».

- le 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, les élues socialistes de la Haute-Vienne, se sont retrouvées pour un «apéritif au féminin».

Lors de ces diverses réunions, trois thèmes ont paru prioritaires :

- Les femmes et l'emploi.
- Les femmes et la parité.
- Les femmes et les violences.

La Gauche a toujours été une force de proposition quant il s'agissait de promouvoir l'égalité femme/homme : loi sur la parité, allongement des délais d'IVG, mise à disposition dans les infirmeries des collèges et des lycées des moyens de contraception d'urgence, lutte contre les violences sexuelles à l'école, pour ne citer que quelques uns des nombreux progrès en faveur des femmes sous le gouvernement Jospin.

Quant aux relations entre la Droite et les



femmes, la question ne se pose même pas ! La Droite garde toujours une vision conservatrice de la place de la femme. Son objectif est d'inciter les femmes à rester au foyer, par des aides sociales notamment. Souvenons-nous de sa conception de l'implication de la femme dans les sphères politiques en pensant à l'époque des «Juppettes» !. Sur le sujet des violences faites aux femmes, on ne peut qu'être scandalisé du fait que le 1^{er} policier de France (par ailleurs président de l'UMP) préfère punir les prostituées plutôt que leurs proxénètes. Aujourd'hui, les femmes doivent se mobiliser plus que jamais. Etre féministe aujourd'hui, ce n'est pas vouloir prendre la place de l'homme ou vouloir le dominer ; le féminisme, c'est donner une chance égale aux femmes et aux hommes. Et seule la Gauche, en revenant aux responsabilités, donnera une véritable chance à l'égalité femme/homme. Dans le cadre du projet socialiste, de nombreuses propositions vont dans ce sens et afin d'alimenter le débat, la Commission fédérale «Femmes» a son rôle à jouer.

Sandrine ROTZLER,
Secrétaire fédérale «Femmes».

Pour une formation permanente

La pérennité d'un parti repose sur la capacité de ses militants à se mobiliser, mais aussi à maîtriser des connaissances leur permettant de faire vivre la démocratie interne.

Le «combat» politique quotidien impose que les militants socialistes soient en mesure de s'opposer aux thèmes de la droite mais aussi, de ceux de nos partenaires ou adversaires de gauche. Pour cela, il faut maîtriser nos propres idées et connaître notre histoire.

L'élection présidentielle approche. Son issue dépendra de trois facteurs : un bon programme, un(e) bon(ne) candidat(e) et une présence militante pour relayer nos propositions sur le terrain. Car ne nous faisons pas d'illusion, les médias feront le minimum, voire feront tout leur possible pour que nous perdions comme en 2002.

La commission formation devra agir dans la durée tout en tenant compte du calendrier pour prendre toute sa place dans les différents combats que nous aurons à mener en travaillant prioritairement sur les trois axes suivants.

- **Formation des nouveaux adhérents :**
Pour permettre aux nouveaux camarades qui

nous rejoignent de connaître le fonctionnement de notre parti, les fondements de notre politique.

- **Renforcer la formation militante :** Pour favoriser l'émergence des futurs cadres qui viendront le moment venu suppléer les responsables actuels (secrétaires de section, secrétaires et délégués fédéraux...).

- **Favoriser la prise de responsabilités :** Après les présidentielles suivront les municipales. Si notre parti s'appuie déjà sur un réseau d'élus important (surtout en Haute-Vienne) il est néanmoins nécessaire d'essayer de conquérir de nouveaux territoires. C'est pourquoi, aider les camarades qui le souhaitent à faire campagne peut être utile. (Comprendre un budget, faire une profession de foi, animer une réunion etc...).

Je convie toutes les personnes intéressées à une réunion le

Vendredi 21 AVRIL à 20 heures 30
au siège de la Fédération,
9 bd de la Cité à Limoges.

William COLAS,
Secrétaire Fédéral à la Formation,
aux Droits de l'Homme et à la Laïcité.

Présence sur le terrain...

D'après un quotidien régional, le Député U.M.P. de la 1^{re} circonscription aurait contribué à faire arrêter deux casseurs en sortant d'un restaurant étoilé sur l'esplanade des Invalides le 23 mars dernier.

Déjà témoin d'un pugilat entre deux de ses amis le 6 décembre 2004 au bar de l'Hôtel Georges V, l'élu U.M.P. nous dit le magazine «Le Point» avait fait valoir sa qualité de parlementaire aux policiers venus interpellier tout ce beau monde qu'avait déjà maîtrisé le service de sécurité intérieur du fameux palace parisien...

Moralité : rien ne vaut la présence sur le terrain...

■ Dans les écoles de journalisme, on apprend qu'il faut déconnecter les faits rapportés des commentaires – libres, comme il se doit.

Il y est aussi enseigné qu'un événement ne commence pas forcément au moment de l'arrivée du reporter et qu'il ne se termine pas obligatoirement à son départ, et qu'une information incomplète n'est pas une information honnête...

Au fait, pourquoi j'écris ça ?

Mémoire vive

La célébration du 44^e anniversaire du 19 mars 1962 a rassemblé de très nombreuses personnes devant les Monuments aux Morts et les stèles de notre département. A Limoges plus de 1500 personnes se sont retrouvées le dimanche 19 mars à 17 H au Monument du Jardin d'Orsay.

L'importance de ce rassemblement a semble-t-il échappé à nombre de médias qui n'y ont consacré qu'une place insignifiante dans leurs émissions ou dans leurs éditions. Nombre d'anciens d'AFN ont été surpris par ces silences.

■ La banalisation et la multiplication du crédit, notamment à la consommation, providence des vendeurs et pain béni pour les banquiers, a une conséquence politique, du reste prévue et voulue par la droite : les travailleurs, ligotés par leurs traites mensuelles, ne peuvent plus se permettre de faire des grèves de longue durée !

Les outils du capitalisme au service de l'ultra-libéralisme, normal, non !!!!

■ Mobilisation contre le CPE



Les Socialistes, sympathisants et militants du MJS et du PS, n'ont pas été en reste ces derniers mois dans la mobilisation pour le retrait du Contrat Première Embauche. Présents dans tous les cortèges, nous avons montré notre détermination face à un gouvernement irresponsable et autiste. Au Parlement, dans la rue et les médias, nous avons affirmé notre rejet du projet unilatéral du premier ministre, tout en étant une force de proposition (sécurisation des parcours professionnels par un contrat de reclassement, contrat emploi formation, cotisations sociales modulées en fonction de l'embauche en CDI ou en contrats précaires). En Haute-Vienne, de nombreux communiqués (rarement publiés) ont été envoyés à la presse, pour dénoncer le CPE, appeler à la mobilisation lors des rendez-vous nationaux et faire connaître nos propositions.

Aujourd'hui, l'abrogation du CPE et du CNE sont à l'ordre du jour et le Parti Socialiste a déposé une proposition de loi en ce sens. Chirac et Villepin se sont révélés incapables de gérer cette crise et de reculer sur un projet manifestement mauvais. Mais méfions-nous tout autant de Sarkozy qui tente de reprendre l'avantage en se donnant le beau rôle du «sauveur» qui dénoue le conflit. Sa politique sera tout autant à droite que celle du premier ministre. Il est de notre devoir de dénoncer son discours populiste et démagogue et d'affirmer que l'alternance n'existera que dans le bulletin de vote socialiste en 2007 !

Alice FORESTIER,
Secrétaire fédérale à la Cohésion sociale,
Animatrice du MJS 87.

■ Réunion publique sur l'emploi avec Gaëtan GORCE



Accueillis par Jeanine GAUTHIER, Secrétaire de section et Francis BARRET, Conseiller général du canton, plus de 200 camarades et sympathisants se sont retrouvés le 5 avril dernier dans la salle des fêtes de Landouge pour une réunion sur le thème de l'emploi animée par Gaëtan GORCE, Député de la Nièvre, Secrétaire national du PS à la Riposte. Répondant à l'invitation de Marie-Françoise PEROL-DUMONT, notre camarade a dénoncé avec force la politique destructrice de l'emploi, conduite par le gouvernement : suppression des emplois-jeunes, CNE, CPE, mise à mal du code du travail et dressé les pistes de propositions alternatives pour remettre notre pays sur la voie de la croissance partagée.

Le débat riche qui s'est instauré avec la salle particulièrement attentive à cette question centrale qu'est l'emploi, a constitué un vrai temps d'échanges militants prouvant s'il en était besoin qu'au-delà de la présidentielle qui semble être la seule à intéresser les médias, les socialistes travaillent sur le fond pour préparer l'alternative que nos concitoyens sont en droit d'attendre en 2007.

■ Accords parfaits

Nombre d'observateurs n'hésitent pas à se gausser des concurrences qu'ils notent au sein du parti socialiste entre différents candidats ou candidates à l'investiture présidentielle.

Bien sûr, comment ne pas donner raison à ces esprits libres et objectifs en leur concédant que le parti socialiste n'a pas la chance de retrouver entre ses principaux responsables le climat de franche amitié et de solidarité active qui existe par exemple au P.C. entre Marie-George BUFFET, Maxime GREMETZ et Robert HUE, ou entre les trotskistes du tandem KRIVINE-BESANCENOT et ceux d'Arlette LAGUILLER ou bien de l'accord parfait et des amours sans nuage constatés actuellement dans les organes dirigeants du mouvement ATTAC...

Sans compter que dans ce grand concert de tendresse les verts donnent le «la» avec MAMERE, Dominique VOYNET, COCHET et d'autres sur l'air de je t'aime... moi non plus !

■ L'illustre Bayrou est (presque) prêt à monter sur les barricades pour combattre le CPE. Il est surtout ravi de pouvoir tirer à vue sur les Chirac, Villepin, Sarkozy and Co tout en caressant l'électorat populaire.

Bayrou contre la droite ?

On verra bien ce qu'il fera pour le second tour de la présidentielle ...

■ Dernière minute :

L'UMP remplace le Président, le 1^{er} Ministre et l'ensemble du gouvernement. En effet, le patron du parti -pour peu de temps- majoritaire, ainsi que les principaux chefs de bande ont été chargés par Chirac de négocier avec les syndicats l'euthanasie du CPE . La V^e République est bien morte. C'est le retour de la IV^e et du Régime des Partis, combattus par de Gaulle qui doit encore une fois se retourner dans sa tombe...

Cerise sur le gâteau, le Premier Ministre annonce le «remplacement» de la loi votée par la majorité UMP et promulguée par le Président (Chirac) par un texte qui sera présenté sous forme de proposition de loi...

Constitutionnellement une proposition de loi est **toujours** d'origine parlementaire contrairement à un projet de loi qui, lui, est **toujours** d'origine gouvernementale.